

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Droits humains, libertés (France) > Politiques sécuritaires (France) > Police, armes (France) > **Pour Nahel : Désarmons les !**

Communiqué

Pour Nahel : Désarmons les !

jeudi 29 juin 2023, par [PEPS](#) (Date de rédaction antérieure : 28 juin 2023).

Le meurtre de Nahel, 17 ans, mardi dernier à Nanterre, tué à bout portant d'une balle dans la poitrine lors d'un contrôle routier est la victime de trop. PEPS apporte tout son soutien à la famille face à ce drame et à cette injustice.



Alors que les morts de la police s'égrènent au fil des années, le meurtre de Nahel, les mensonges des policiers, le cynisme des syndicats de police rappellent que ces violences ne sont pas une erreur ou une bavure, mais sont les conséquences d'un système qui nourrit les violences policières comme élément constitutif de la police française, stratégie de maintien de l'ordre et garantes de la sécurité de l'État.

Dans l'histoire, la police française est connue pour sa barbarie. Police de l'ordre contre la « chienlit des luttes ouvrières et populaires.., massacre des communards... . Police coloniale, elle fut remarquée pour son inventivité dans le domaine de la torture. Ses héritiers firent noyer des centaines d'Algériens dans la Seine le 17 octobre 1961. Michèle Alliot Marie avait d'ailleurs vanté l'efficacité du maintien de l'ordre à la française à son ami le dictateur Ben Ali aux débuts du Printemps arabe.

La police d'aujourd'hui s'inscrit dans cet héritage colonialiste et autoritaire qui se sent pousser des ailes dans les quartiers populaires. De Malik Oussekiné à Adama, de Zineb à Steve, de Rémi Fraisse à Serge S., de Cédric Chouviat à Nahel, les morts et les blessé.es se suivent et s'accroissent, chaque fois amoindris par une IGPN conciliante, et un ministre de l'intérieur qui sait qu'il doit son poste à l'efficacité répressive de sa police.

Si les violences policières privilégient les quartiers populaires, elles concernent toute la population. N'importe qui risque son intégrité physique, quand ce n'est pas sa vie, parce qu'il ou elle est au mauvais endroit au mauvais moment, parce qu'il ou elle refuse d'obtempérer, parce qu'il ou elle ose faire usage de son droit constitutionnel à manifester ses opinions.

Pour assurer la tranquillité publique, nous avons besoin de personnes pacifiques, responsables et

formées à la protection des plus vulnérables : minorités opprimées, familles modestes, jeunes, victimes de violences domestiques... Nous ne voulons plus des voyous en uniforme qui terrorisent nos enfants.

Nous sommes tous et toutes concerné.es. Ne commettons pas la même erreur qu'en 2005, quand la jeunesse des quartiers s'est retrouvée seule face la répression suite à la mort de Zied et Bouna. Habitant.es des quartiers populaires, gilets jaunes des périphéries, activistes écologistes, militant.es syndicaux, mères et pères de famille, usager.es des transports, soulevons-nous contre ces meurtres ! Dans toutes les villes et les villages, réunissons-nous pour mettre en place des comités anti-répression sociale et policière, pour unir nos forces et préparer l'autodéfense.

Cette police n'a pas la violence légitime. Dès demain au rassemblement de Nanterre, exigeons :

- Abolition de la loi Cazeneuve qui autorise les policiers à ouvrir le feu en cas de refus d'obtempérer
- Justice pour les victimes et mise en examen des responsables
- Remplacement de l'IGPN par un organisme indépendant et fin de l'impunité
- Interdiction des armes létales et des armes de guerre, pistolet, tasers, flashball, grenades
- Suppression de la BAC et des BRAV-M

Enfin, désarmons la police !

PEPS, le 28 juin 2023
